

SOUTIEN A NOS COLLEGUES LUTTANT CONTRE L'INCENDIE DANS L'AUDE

Depuis 16h00 ce mardi 5 aout 2025, nos collègues du SDIS 11, épaulés par d'autres départements, luttent contre un incendie monstre dans le massif des Corbières. Cet incendie meurtrier fait notamment suite à ceux de Narbonne, de Marseille, ou encore dans le département de l'Hérault, survenus à la mi-juillet.

La FSU Territoriale apporte tout son soutien aux collègues des différents SDIS mais aussi aux collègues des communes et du département de l'Aude ainsi que des départements voisins qui aident aux secours palliant souvent la carence de l'Etat.

Des incendies d'une telle ampleur ne sont désormais plus exceptionnels et tendent à se répéter en raison du changement climatique, sans que l'Etat ne se donne les moyens de les prévenir. L'absence de prise en compte de ces risques met en danger la population et les personnels qui interviennent.

Dans ce contexte, la FSU Territoriale réaffirme avec force la nécessité de services publics dotés de moyens à la hauteur des besoins, à même de faire face aux risques induits par les effets du changement climatique.

Ce tragique évènement conforte notre ambition d'un renforcement des services publics au quotidien. En effet la doctrine française en matière de feux de forêt ambitionne une intervention sur le terrain moins de dix minutes après l'éclosion d'un feu lorsque son emprise est inférieure à un hectare. Cette exigence nécessite beaucoup de moyens humains et en matériel. Aussi avec moins de 60 appareils (avions et hélicoptères d'intervention d'une flotte vieillissante) et 256 000 pompiers (dont 200 000 volontaires) les forces pour lutter contre les feux de forêts sont nettement insuffisantes et loin d'être à la hauteur des enjeux face au réchauffement climatique et à la simultanéité possible des feux comme l'indiquait en 2022 le rapport sénatorial « *Feux de forêt et de végétation : prévenir l'embrasement* » qui prévient notamment d'une augmentation de 80% des surfaces brûlées d'ici 2050...

L'effort de l'Etat doit aussi être porté sur le soutien aux collectivités territoriales pour le renforcement ou la création de corps de forestiers-sapeurs partout où le risque est présent. En effet, leur intervention tout au long de l'année pour entretenir et débroussailler les pistes et les massifs forestiers est indispensable. Toute aussi indispensable, leur capacité de surveillance et d'intervention sur la saison estivale, en partenariat avec les pompiers et l'ONF, pour prévenir les risques d'incendie et intervenir rapidement sur les départs de feu.

.../...



Au-delà de l'impérieuse question écologique des vies sont en jeu, celles de la population comme celles des forces d'interventions. C'est pourquoi la FSU Territoriale réitère avec forces ses demandes auprès du gouvernement pour un service public fort, présent partout, tout le temps, au service de toutes et tous, et revendique :

- L'augmentation significative de la dotation de soutien de l'État à l'investissement des SDIS, notamment pour augmenter la capacité d'intervention humaine et permettre l'acquisition de véhicules et leur renouvellement. Il s'agit aussi de développer et acquérir des nouvelles technologies utiles à la surveillance et à la réponse opérationnelle (robots, drones, nouveaux capteurs...).
- Le renforcement et le renouvellement de la flotte aérienne, notamment les Canadairs, Dash et hélicoptères équipés de dispositifs permettant une intervention de nuit.;
- L'arrêt des suppressions de postes dans les collectivités territoriales comme à l'ONF pour rétablir des postes d'agents de la protection de la forêt méditerranéenne et le déploiement en nombre de personnels sur la défense contre les feux de forêt (DFCI)
- Protéger les populations en renforçant la prévention des incendies et les capacités de primo-intervention par un soutien massif de l'Etat aux collectivités territoriales afin de créer ou de renforcer les corps de forestiers-sapeurs et rando-pisteurs, notamment sur les régions méditerranéennes.

La FSU Territoriale soutiendra avec détermination ces revendications nationalement comme localement auprès des agent.es et des collectivités territoriales, qui manquent cruellement de moyens pour prévenir et lutter contre les feux de forêts.

Alors que les annonces budgétaires prévoient de nouvelles ponctions sur les budgets des collectivités territoriales, actrices incontournables de la transition écologique, la FSU Territoriale réaffirme que s'attaquer au service public et à ses agent.e.s est la certitude d'une dégradation des conditions de vie de toutes et tous.

